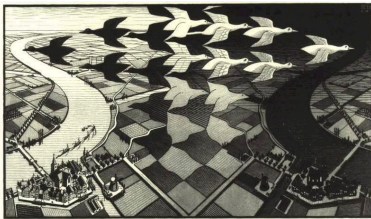


<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?805-breve-histoire-des-empires-et-l>



Brève histoire des empires : Et l'Europe ? (2/2)

- Documents extérieurs - Dynamiques Géopolitiques -



Date de mise en ligne : mercredi 25 novembre 2015

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

[Voir la première partie](#)

(.../...)

Urbanisation, scolarisation, vieillissement

L'État créé la ville, affirme Ibn Khaldûn, et, pour l'essentiel, l'histoire des empires lui donne raison. Mais depuis deux siècles à l'inverse, l'économie moderne, en concentrant une part toujours croissante des populations dans les villes, et d'abord dans les capitales, a largement favorisé la sédentarisation, c'est-à-dire le contrôle que l'État exerce sur ses citoyens. C'est entre 2005 et 2010, semble-t-il, que la population urbaine est devenue pour la première fois majoritaire dans le monde - la population rurale n'est plus dominante qu'en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Mais surtout, comme le remarquait déjà Tocqueville dans l'Amérique de 1835, la dichotomie entre ruraux et citadins, que nous gardons encore en tête, a disparu. Là où une foule de différences de culture matérielle, de dialectes ou de pratiques sociales venait renforcer la distinction des activités entre ville et campagne, n'existe plus aujourd'hui qu'une différence professionnelle à peine plus forte qu'entre deux quartiers, deux métiers urbains. Tocqueville jugeait qu'il n'y avait pas de paysans en Amérique » alors que les ruraux y constituaient une large majorité de la population » parce qu'on trouvait partout, de New York au Missouri, les mêmes informations et les mêmes préoccupations. Les moyens de communication du XXe siècle ont évidemment étendu au monde entier ce trait américain, qui surprenait l'aristocrate européen du XIXe siècle et qu'il qualifiait de « démocratique ». La puissance du contrôle politique » de la sédentarisation » ne dépend plus désormais, dans nombre de pays, de l'éloignement de la capitale ou des centres urbains.

Cette sédentarisation est en grande partie liée à la scolarisation, rendue progressivement obligatoire dans la plupart des pays entre la fin du XIXe et la fin du XXe siècle. L'école n'a pas seulement favorisé l'hégémonie de la langue nationale, diffusé les récits et les mythes fondateurs de la patrie, armé l'esprit des futurs citoyens et soldats et préparé à une diversité de métiers jusque-là inconnue par un enseignement général et commun. Elle a puissamment renforcé l'empreinte de la discipline sociale, de l'immobilité du corps, du silence, de l'écoute collective, de l'approche intellectuelle des obstacles. Elle a enfin et surtout établi sa mainmise sur les voies les plus communes » les plus aisées dès lors qu'on a su les emprunter » du succès social. Dans la grande majorité des cas aujourd'hui dans le monde, réussir dans la vie, ou du moins s'assurer de quoi vivre confortablement, revient à réussir à l'école. En gardant la maîtrise de l'immense système scolaire, dont les coûts dépassent les capacités de toute initiative privée, les institutions publiques, locales, nationales ou fédérales affirment un contrôle sédentaire dont aucun empire n'avait réussi - ni même cherché - à imposer l'équivalent. Aujourd'hui, quelle que soit l'administration qui les contrôle, dans les pays riches, 3 à 4 % de la population active sont occupés à l'exercice ou à la gestion des fonctions d'enseignement auprès d'un quart de la population, enfants, adolescents et jeunes adultes dont le temps de formation tend sans cesse à s'allonger. Enseigner est devenu, avec soigner, le métier le plus commun des sociétés développées.

Ces deux activités convergent à l'origine des bouleversements de la démographie mondiale depuis au moins un siècle et demi. À la seule exception de la Chine mandchoue du XVIIIe siècle, le rythme de croissance démographique d'une société agraire en forte expansion économique ne peut guère dépasser, et n'atteint qu'exceptionnellement sur plusieurs générations et pour une population étendue, 0,6 à 0,7 % par an, soit un doublement en un siècle. C'est le rythme qu'observe Robert Fossier dans la Picardie du XIIe siècle, au plus fort de la poussée démographique de l'Europe médiévale. À la même époque, l'empire des Song double le nombre de ses sujets, mais en trois siècles (950-1250). La population de l'Inde moghole augmente de 70 % en deux siècles (1500-1700).

Or, au XIXe siècle, c'est la population mondiale entière qui double (de 0,9 à 1,7 milliard d'hommes) ; elle quadruple presque au XXe siècle (de 1,7 à 6 milliards). L'amélioration des conditions de vie, de la nutrition, de l'hygiène y est pour beaucoup ; les progrès de la science médicale et les énormes investissements consentis en hommes et en moyens pour lutter contre la maladie y sont pour plus encore. Dans tous les cas, les nécessités de santé publique ont largement étendu le contrôle que les États s'arrogent sur la société, avec le plein consentement de leurs citoyens

en général. La diffusion uni-verselle des vaccinations, l'usage des antibiotiques à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'accouchement dans des dispensaires et hôpitaux des mains d'un personnel qualifié expliquent en grande partie des baisses spectaculaires de mortalité, qui provoquent entre 1945 et 1980 une véritable « explosion démographique ». Le rythme de croissance de la population mondiale, d'environ 1 % par an en 1900, 1,50 % en 1950, passe à 2, 10 % en 1970, au plus fort de l'explosion.

Beaucoup de nos contemporains en sont restés à cette certitude : la population mondiale augmente et ne cessera pas d'augmenter. C'est une vision fautive. Entre 1970 et 2010, le rythme d'accroissement est retombé de 2, 10 % à 1, 15 %, soit moins qu'en 1950. On attend un rythme de croissance mondial de 0,4 % en 2050, soit moins que celui de la France d'aujourd'hui. Entre 1950 et 2010, la fécondité humaine est tombée de plus de 5 enfants par femme à peine moins qu'il y a deux ou trois mille ans - à 2,5 [1].

On connaît les raisons « techniques » de cette baisse presque aussi spectaculaire que l'avait été l'expansion de la génération précédente : la diffusion des moyens contraceptifs, de la stérilisation et, dans une (bien) moindre mesure, la multiplication des avortements. L'éducation et le travail des filles et des femmes y entrent pour beaucoup. Mais le facteur essentiel est sans doute le « coût de l'enfant », qui explique largement la baisse prononcée de la fécondité dans toute l'Asie orientale. On attribue souvent à la politique restrictive de l'enfant unique en Chine la baisse de la fécondité chinoise d'environ 5 enfants par femme en 1970 à 1,64 en 2010. Il est vrai que la coercition d'État a joué un rôle brutal dans les premières phases de l'évolution, entre 1975 et 1990. Mais depuis vingt ans, les contrôles se sont d'autant plus volontiers relâchés qu'ils ne sont plus nécessaires. La fécondité de la Chine, à mesure que se sont affirmés les succès économiques du pays et les espérances de ses habitants, pour eux-mêmes et plus encore pour leurs enfants, a suivi la courbe de ses voisins, Taiwan, Hong-Kong, Singapour, le Japon, la Corée, le Vietnam. Partout, sauf au Vietnam pour l'heure, la fécondité est tombée en dessous de 1,5 enfant par famille, soit moins que la moyenne de l'Europe. Et partout, outre la scolarisation universelle des filles (comme des garçons) et le large recours aux contraceptifs et à la stérilisation volontaire, la raison en est la même : l'obligation de réussite scolaire des enfants, l'ascension sociale par le savoir, où l'Asie de civilisation chinoise retrouve la très vieille sédentarité impériale dont elle est issue. L'école est aujourd'hui devenue dans le monde l'agent le plus actif, l'héritière la plus ardente d'un projet de désarmement uni-versel, celui d'une paix productive. C'est l'école qui oppose partout le plus clairement les valeurs du travail et de la création intellectuelle à celles de la violence qu'elle expulse, comme entendaient autrefois le faire les empires.

La mondialisation, sédentarisation universelle

De fait, sous nos yeux, l'humanité entière est en train d'entrer dans un système de sédentarisation universelle. Ce que nous appelons la « mondialisation » tient d'abord au partage de plus en plus répandu de pratiques et de valeurs, au premier rang desquelles viennent un mode de vie urbanisé, une famille réduite en nombre, la scolarisation des enfants, la mesure de leur réussite sociale par le diplôme ou le travail, la paix enfin. Dans bien des pays, parmi les anciennes colonies mais aussi ailleurs, la maîtrise de la langue de l'ancien colonisateur et surtout celle de l'anglais ajoutent une touche particulière de succès ou d'opportunité à l'ordinaire d'une vie moderne partout sanctionnée par l'approvisionnement en eau ou en électricité [2].

Ces pratiques et ce discours commun, souvent tenu dans un anglais délavé par la diversité et le nombre des populations auxquelles il s'adresse, n'en instaurent pas moins une conscience et une morale sédentaires à sens d'Ibn Khaldûn, c'est-à-dire profondément pacifiques.

Les progrès considérables de la sédentarisation sont et seront encore paradoxalement renforcés par le ralentissement de l'économie et de la démographie mondiales, dont il est probable qu'elles ramèneront peu à peu le XXI^e siècle au monde stable d'Ancien Régime où la théorie d'Ibn Khaldûn retrouve toute sa pertinence. La crise économique qui secoue aujourd'hui les économies des pays riches, et demain celles des pays émergents, donne à cette assertion une vraisemblance dont elle était encore apparemment dépourvue quand je l'avais avancée il y a quelques années [3].

Le retour à l'équilibre d'une économie en croissance forte depuis six ou sept générations est en fait l'une des rançons de l'extraordinaire succès de l'âge industriel des XIX^e et XX^e siècles. Deux des trois moteurs essentiels de la croissance mondiale devraient en effet s'éteindre peu à peu dans les décennies qui viennent [4]. Le premier de ces moteurs, aujourd'hui le plus puissant, est le « rattrapage » du niveau de vie des pays riches par les pays émergents.

Contrairement à ce qu'une pensée paresseuse laisse encore croire parfois, l'écart entre les niveaux de vie dans le monde tend à se resserrer et non à s'élargir depuis trois ou quatre décennies, c'est-à-dire depuis qu'a commencé l'essor de la Chine, mais aussi celui de l'Amérique latine ou de l'Inde. À raison de 10 % de croissance annuelle entre 1980 et 2010, et donc d'un doublement tous les sept ans, le poids de l'économie chinoise a été multiplié par 15 à 20 en trente ans, là où les économies des États-Unis ou du Japon doubleraient à peine. Évalué en pouvoir d'achat, le revenu d'un Chinois a donc progressé huit à dix fois plus vite que celui d'un Américain, même s'il lui reste encore six fois inférieur, et quatre fois inférieur à la moyenne européenne. Mais le revenu des Latino-Américains (Brésil, Mexique, Argentine, Chili) atteint déjà la moitié de la moyenne de l'Union européenne, soit pratiquement le niveau des pays européens les moins opulents - Pologne, Hongrie, Grèce ou Portugal. Avant la crise que nous vivons, les économistes situaient entre 2030 et 2045 le moment où le produit national chinois rejoindrait celui des États-Unis. Le ralentissement américain semble devoir rapprocher cette échéance.

Mais ce même ralentissement affecte à son tour les économies poursuivantes. À mesure que revenus et salaires se rapprochent, les pays émergents les plus dynamiques - la Chine, le Brésil - perdent une partie de leurs avantages de coûts, et abandonnent ou délocalisent leurs productions. La croissance de l'économie chinoise est passée de 10 à 7,5 % entre 2008 et 2012. Par définition, le rattrapage, qui devrait s'étendre dans les décennies à venir aux territoires plus pauvres de l'Asie du Sud et de l'Afrique, est un stimulant provisoire, qui cesse quand un pays rejoint le groupe des riches, comme ce fut le cas pour le Japon, Taiwan ou la Corée entre 1960 et 1990, comme la Chine ou l'Amérique latine le font aujourd'hui ou le feront bientôt.

Quant au deuxième moteur de la croissance depuis deux siècles, nous avons déjà vu qu'il faiblit. On attend en 2050 un taux de croissance démographique mondial de 0,4 % par an. Encore cet accroissement faible ne sera-t-il atteint qu'au prix d'un fort vieillissement de la population mondiale. Le monde de 2050 devrait compter un peu plus de 9 milliards d'habitants (soit une hausse de 30 à 35 % en 40 ans, 0,7 % par an en moyenne, à peine plus que la France d'aujourd'hui). Mais la moitié de ces deux milliards d'humains en sus aura plus de 60 ans. Entre 2010 et 2050 en effet, les enfants de l'explosion démographique des années 1945-1980 viendront progressivement renforcer les effectifs du troisième âge, tandis que les cohortes des jeunes gens déclineront inéluctablement avec la réduction de la fécondité des couples, mais aussi avec la diminution du nombre des jeunes couples en âge de procréer. À l'échelle du globe, vers 2100, les plus de 60 ans devraient peser presque autant que les moins de 25 ans ils étaient entre 5 et 7 fois moins nombreux entre 1975 et 1985 [5]. Le plus grand succès de l'humanité moderne est le recul de la mort, l'accès de la majorité à la vieillesse est aujourd'hui, et sera plus encore demain, son problème majeur. Le vieillissement limite la force de travail et déprime la consommation. Nombre d'économistes estiment que la croissance économique de la Chine, dont la population devrait diminuer après 2030, en sera durablement entravée. La situation n'est pas très différente au Brésil, dont la fécondité est tombée sous le seuil de renouvellement des générations (1,8 enfant par femme), ou même en Inde, qui devrait connaître la même situation dans une dizaine ou une quinzaine d'années au plus.

En outre, le vieillissement menace le troisième moteur de l'économie, l'innovation et l'investissement, en détournant vers les indispensables dépenses de soutien aux plus âgés les ressources qui seraient nécessaires au progrès de la productivité. L'étonnant enrichissement de la Chine, l'excellence des systèmes scolaires de l'Asie orientale promettent au monde un puissant renfort de chercheurs et de ressources, au moins dans la génération qui vient, avant que la courbe des âges ne se dégrade et que les moyens financiers de la Chine ne soient à leur tour mobilisés par le vieillissement de sa population. Les États-Unis peinent déjà à financer la lutte quotidienne contre la maladie et la mort.

La restauration de l'empire ?

Dans ce tableau, le lecteur familier d'Ibn Khaldûn reconnaîtra le sentiment impérial d'unité, étendu à l'humanité presque entière par la sédentarisation universelle. On pourrait aussi voir l'amorce de modernes *limes* dans les murs qu'on édifie çà et là aux frontières de l'Europe, des États-Unis, ou de la bande de Gaza, mais plus clairement encore aux limites des bidonvilles africains ou latino-américains. Il n'en reste pas moins vrai que les caractères majeurs d'un empire mondial, tels que nous les avons définis au début de ce livre, font encore défaut. Il n'existe bien sûr ni impôt mondial ni coercition planétaire. Les instruments du pouvoir sont encore fermement tenus par les gouvernements nationaux. Même en Europe, Bruxelles ne manie que des sommes minimales, si on les compare au total des budgets

nationaux des pays membres de l'Union.

C'est du renforcement d'un État puissant à savoir les États-Unis, la Chine à savoir que la plupart de nos contemporains attendraient (ou craindraient) l'éventuelle émergence d'un empire. L'« Empire américain » est une métaphore banale. Mais une simple métaphore : les États-Unis ne prélèvent aucun tribut institutionnel sur le reste du monde, n'exercent aucun pouvoir de coercition pour le faire à savoir et la Chine pas davantage [6]. L'un et l'autre pays prétendent il est vrai à l'hégémonie, mais ils s'efforcent de la conquérir par les voies pacifiques de la sédentarité, de la production, de la science et de la technique, de l'innovation, de la communication, voire de la culture et du loisir. L'épisode guerrier mené par les États-Unis en Afghanistan et en Irak, au nom du vieil idéal démocratique et national des deux derniers siècles, a rapidement tourné court [7]. D'évidence, ces deux énormes machines vieillissantes à produire et à consommer que sont la Chine et les États-Unis renforcent partout dans le monde l'irrésistible mouvement de la sédentarisation.

Ce faisant, ils créent l'une des conditions de l'empire, à savoir l'accumulation de masses pacifiques hautement productives. Reste l'autre condition, l'émergence de petites minorités « bédouines », c'est-à-dire violentes et solidaires. La mondialisation, qui ronge idéologiquement les cohésions nationales, y contribue. Bien plus, le poids des obligations de l'État, dans un monde d'économies hésitantes et de ressources fiscales réduites, aboutit au paradoxe par excellence de la théorie d'Ibn Khaldûn : la concomitance de la toute-puissance et de l'omniprésence de la puissance publique d'une part, de la restauration de ses marges violentes de l'autre. Le désarmement physique et idéologique de la grande majorité favorise par contraste l'émergence de minorités rebelles et pillardes. C'est l'exacerbation de la non-violence qui crée la violence.

L'islamisme est-il le vrai danger ?

Faut-il tenir l'islamisme, voire l'islam, pour la barbarie qui menace notre pacifisme universel ? On le croirait volontiers à prendre au pied de la lettre le propos islamiste, qui appartient à la classe des discours des sociétés de masse du XXe siècle. On y retrouve en particulier le souci de l'unanimité, du monolithisme de la nation (islamique, la *umma*), qui l'apparente au fascisme, tout comme la désignation des minorités coupables de l'infection sociale (les juifs et, quand ils n'existent plus, les chrétiens, les hindous et l'immense diversité des sectes chiites ou d'origine alide). Mais la pratique des révolutions arabes même, les formes démocratiques que les partis islamistes pour l'heure majoritaires y ont cru devoir respecter infirment en partie leur discours. Nous l'avons déjà relevé : les évolutions démographiques sont à la fois parmi les causes et parmi les symptômes les plus clairs de la sédentarisation à savoir et donc du ralliement des majorités aux pratiques universelles. Or les terres d'Islam, contrairement à ce qu'on imagine parfois, n'échappent pas à la baisse générale de la fécondité engagée depuis 1970, même si le mouvement ne s'y est généralisé qu'une dizaine d'années plus tard. Entre 1980 et 2010, le nombre moyen d'enfants par femme dans l'espace compris entre Maroc et Pakistan est tombé approximativement de 6 à 3. L'avantage que cet Islam central conserve aujourd'hui sur la moyenne mondiale (2,5 enfants par femme) est à peine perceptible. L'Asie islamique (Indonésie et Bangladesh) enregistre même des taux de fécondité inférieurs à ceux de ses voisins chrétiens ou hindouistes, les Philippines ou l'Inde. Les Bangladeshis (ou Bengalis musulmans) sont confrontés en Assam indien à des populations « tribales » à savoir ainsi définies par le colonisateur britannique et par l'Inde officielle à savoir au regard desquelles ils tiennent le rôle des sédentaires, tout comme les Javanais musulmans dans les parties orientales plus christianisées (et plus fécondes) de l'Indonésie. En revanche, il est vrai que l'islam subsaharien maintient, au Sahel, au Nigeria, un fort avantage démographique sur les populations chrétiennes voisines. Mais au total, si on met de côté la situation africaine, les réalités de l'Islam majoritaire à savoir celui-là même que l'islamisme séduit à savoir ne correspondent donc pas au discours islamiste, qu'on pourrait aujourd'hui se contenter de ranger au nombre de ces « populismes » que les jugements de la « communauté internationale » se plaisent à marginaliser, et dont il est exclu qu'ils puissent opposer une alternative sérieuse aux valeurs réputées universelles de notre monde.

Il est probable en effet que l'islamisme ne sera pas le fascisme du XXIe siècle à savoir simplement parce que le fascisme, dans son souci de rassembler les *majorités* ou les totalités nationales, est une idéologie de masse d'un temps démocratique probablement révolu. En revanche, l'islamisme pèse par le ferment idéologique qu'il apporte aux soulèvements des *minorités* jihadistes. Depuis trente ans, d'innombrables insurrections inspirées par ce qu'Ibn Khaldûn aurait nommé la *da' wa* (la « cause » ou l'« appel » à la guerre sainte) de l'islam sunnite ont balayé le

monde musulman » en Algérie, en Libye, en Égypte, en Arabie, au Yémen, en Syrie, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, en Somalie, au Mali ou au Nigeria. La plupart ont en apparence échoué. En fait, elles ont profondément ébranlé, voire ruiné l'unité des États que les régimes issus des indépendances ou de la fin de la présence européenne s'étaient efforcés de construire [8]. Presque partout, de vieilles poches de dissidence, dont on croyait qu'elles appartenaient à un passé aboli, se sont reconstituées ; et de nouvelles « tribus », déjà en acte ou encore en gestation, solidaires et armées, émergent dans les banlieues incontrôlées de métropoles profondément sédentarisées, dont la population retrouve la crainte des milices barbares qui taraudaient les cités de l'Islam impérial dans les siècles passés.

Le monde islamique n'est pas le seul à nourrir des craintes de ce type : ne considérons que l'exemple, aujourd'hui plus spectaculaire et beaucoup plus meurtrier, des régions incontrôlées et des organisations criminelles de l'Amérique latine. Si mal que soit répartie la richesse sur le continent, la pauvreté y a indiscutablement reculé ; le revenu par tête au Brésil, en Argentine, au Mexique se rapproche de ceux de l'Europe du Sud et du Centre, dépasse ceux de la Bulgarie ou de la Roumanie. Mais dans le même temps, la criminalité y a pris une ampleur prodigieuse, les taux de meurtres rapportés à la population y sont de cinq à quinze fois plus élevés qu'aux États-Unis, douze à quarante fois plus qu'en Europe. Il existe visiblement deux continents latino-américains, l'un que l'État sédentarise toujours mieux, l'autre dont il n'a jamais réussi à gagner le contrôle. À mesure que s'étendait la paix sédentaire, elle refoulait à ses marges ses dissidents, qui ont trouvé dans le trafic de drogue » comme les contrebandiers et sauniers qui donnèrent naissance au soulèvement victorieux des Ming » plus rarement dans la guérilla révolutionnaire, l'outil d'une structuration et d'une hiérarchisation tribales solide.

Il n'en reste pas moins vrai que l'Islam compte parmi les terreaux les plus fertiles de la nouvelle tribalisation du monde, du nouveau partage des territoires et des ressources entre les immenses majorités désarmées, scolarisées, pacifiées et fiscalisées qui obéissent aux États et les petites minorités « tribales » qui pillent les territoires sédentaires avant d'en prendre le contrôle [9]. Ainsi, paradoxalement, l'islamisme contribue-t-il à restaurer dans le monde les conditions de l'empire.

Face à tous ceux qui contestent l'ordre mondial depuis les réduits bédouins » des trafiquants de drogue jusqu'aux jihadistes » sommes-nous armés ? Presque tous les dirigeants du monde, et les plus importants, en Chine ou aux États-Unis, communient dans le refus de la guerre et tiennent le combat, s'il est encore nécessaire, pour un aboutissement des raffinements sédentaires : il conviendra d'y mettre toujours plus d'électronique et d'informatique, voire de sciences sociales, au service de soldats toujours mieux formés, plus onéreux et moins nombreux par conséquent. Jihadistes, trafiquants et « bandes » leur opposent la valeur du sang versé, du sacrifice, de la fidélité aveugle au groupe et au message, de la virilité. Ces deux ordres de valeurs, la science et le courage, l'intelligence et la détermination à défendre l'essentiel, par la force si nécessaire, tout ce que la morale démocratique du siècle dernier unissait sous la figure consacrée du citoyen, est aujourd'hui largement dissocié, sans même que nous acceptions de nous l'avouer. Et en cela, le monde d'Ibn Khaldûn est déjà en nous.

[1] Le taux de natalité est passé entre 1950 et 2010 de 37 à 20 0 » la poursuite de la baisse de la mortalité mondiale de 19 à 9 0 a ralenti la baisse du rythme de croissance de la population.

[2] Ceux qui n'en disposent pas sont désormais rangés par les organisations internationales parmi les déshérités. Ils vivent généralement en milieu rural. Leur nombre, de 1 à 2 milliards sur les 7 milliards d'habitants de la terre, diminue rapidement, en particulier en Asie.

[3] Gabriel Martinez-Gros, *Ibn Khaldûn et les sept vies de l'Islam*, Paris-Arles, Sindbad-Actes Sud, 2006, p. 259-262.

[4] L'idée de la fin de la Révolution industrielle n'est plus taboue ni impensée. Elle transparaît dans un article de Robert J. Gordon, du National Bureau of Economic Research, *Washington Post*, édition internet, 30 septembre 2012, « Is US Economic Growth over ? », repris dans le même journal par J. Samuelson le 8 octobre 2012.

[5] Les chiffres sont ceux de la révision 2012 des Nations unies. En 2100, on devrait compter 3 268 millions de moins de 25 ans dans le monde contre 2 980 millions de plus de 60 ans. En 1975, leur nombre était respectivement de 2.260 millions et 348 millions. Ces prévisions sont

fréquemment considérées comme trop optimistes à€" entendons qu'elles exagéreraient le pourcentage des populations jeunes en 2100.

[6] Pour l'heure, poussés par leur ressentiment à l'égard de l' « impérialisme américain », ce sont certains gouvernements de l'Amérique latine qui offrent spontanément à la Chine, en compensation de ses prêts, des parts substantielles de la richesse nationale. Voir, à propos du Venezuela, *El País*, édition internet « América », 25 et 26 septembre 2013.

[7] Nombre de commentateurs américains, moins radicalement prévenus que leurs collègues européens à l'encontre des néoconservateurs de la présidence de George W. Bush, ont reconnu en eux les lointains héritiers du président Wilson. Comme la doctrine Wilson, le néoconservatisme américain a été balayé par une vague bipartisane d'isolationnisme, qui renforce la sédentarisation en cours des Etats-Unis.

[8] C'est évidemment le cas, sous nos yeux, dans tout le Croissant fertile (Irak, Syrie, Liban, voire Turquie), mais aussi en Libye, au Yémen, en Somalie, au Mali avec al-Qaïda au Maghreb, demain probablement au Nigeria avec Boko Haram, en Afghanistan, peut-être au Pakistan sous la poussée des Taliban.

[9] Citons pêle-mêle les « zones tribales » du Pakistan, les vallées afghanes, les militants jihadistes touaregs du nord du Mali, Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, les islamistes, mais aussi les pirates somalis, peut-être les milices du nord de la Côte d'Ivoire à Abidjan...